

## HOMS, CŒUR DE LA RÉSISTANCE, EST ENCERCLÉ PAR L'ARMÉE. LES REBELLES GAGNENT DU TERRAIN

*Le 19 décembre, à la périphérie du quartier Baba Amr, tenu par les rebelles, deux déserteurs tirent sur une camionnette qui apporte des munitions à un sniper de l'armée régulière. Un habitant (au centre) leur sert de guide.*

**SYRIE** Dans ce pays martyrisé, le cessez-le-feu reste un vœu pieux. Des observateurs de la Ligue arabe sont pourtant arrivés lundi 26 décembre, avec l'accord du gouvernement syrien. Mission officielle : vérifier l'arrêt des violences, le retrait de l'armée des villes, la libération des détenus... On en est loin. Le 30 décembre, comme chaque vendredi, des centaines de milliers de manifestants ont clamé leur désir de liberté. L'armée a tiré, faisant des dizaines de morts. Alors partout des soldats passent à la rébellion. Avec armes, sans bagages et après avoir mis leurs proches à l'abri, pour leur éviter d'atroces représailles. Nos reporters ont passé quelques jours dans un bastion de la rébellion, Homs, au nord de Damas, avec un de ces groupes de l'Armée syrienne libre (ASL), la brigade Al-Farouk. Une guérilla qui repousse, pied à pied, les bourreaux du peuple.

PHOTOS JEANNE J. REPORTAGE SOFIA AMARA

# SUR LE CHEMIN DE







# LA GUERRE CIVILE





*Le 19 décembre, à un « check-point civil », un habitant surveille la présence d'éventuels snipers à travers la lunette de son fusil d'assaut.*





## **BABA AMR, AUX MAINS DES RÉVOLUTIONNAIRES, REDOUTE UNE OFFENSIVE DES CHARS**

Ici, les gosses peuvent circuler sans crainte. Enfin presque. Car si l'armée syrienne ne patrouille plus ces rues, elle poste des snipers tout autour du quartier. Comme à Sarajevo dans les années 1990, ils peuvent tuer à plus de un kilomètre. Un homme, une femme ou un enfant. Peu importe. Il s'agit de terroriser. Les habitants accumulent des branchages et des sacs de gravats pour former des barrages aux carrefours. Ils montent la garde avec les soldats de l'ASL et font aussi « la guerre du pain ». Car, dans ce fief, tout commence à manquer. Il faut passer les lignes pour rapporter des denrées de première nécessité. De leur côté, les hommes d'Assad ne se risquent plus dans les rues, mais passent d'une maison à l'autre, creusant des trous dans les murs mitoyens. Les blindés, eux, se sont retirés en décembre, après des jours de massacres. S'ils reviennent, les barricades seront balayées en quelques heures.



Le 20 décembre, dans l'un des QG de l'armée libre. Le lieutenant Tlass, dans l'uniforme de l'armée qu'il a désertée, montre le passeport de l'un des cinq prisonniers iraniens. Au mur, le drapeau syrien avec le nom de la brigade : «Al-Farouk».







## LES HOMMES DE L'ARMÉE LIBRE ONT ARRÊTÉ DES IRANIENS SUSPECTÉS D'ÊTRE DES MERCENAIRES

Ces cinq hommes ont été capturés le jour même. Leur tenue d'éboueur avait attiré l'attention des combattants – les poubelles ne sont plus ramassées à Homs. Au moment du contrôle d'identité qui a dévoilé leur nationalité iranienne, ils ont affirmé travailler pour une centrale électrique située à une quinzaine de kilomètres. Autre élément troublant : ils se trouvaient à proximité d'une tour utilisée par les snipers. L'Armée syrienne libre les soupçonne d'être des tireurs d'élite envoyés par Téhéran pour prêter main-forte à Bachar El-Assad. La Syrie est une pièce maîtresse du dispositif au Moyen-Orient. Si le régime tombe, le pays risque d'entrer dans une période trouble et l'onde de choc de se propager à la région tout entière. L'Iran, le Hezbollah libanais et le Hamas palestinien pourraient sortir très affaiblis. La chute de Bachar El-Assad entraînerait la profonde recomposition géopolitique d'une zone déjà instable.



# 44 BACHAR EL-ASSAD EST LE PARI INTERNATIONAL DU MOMENT. ET PENDANT CE TEMPS, LES MASSACRES DE POPULATIONS CIVILES SE POURSUIVENT

PAR PIERRE DELANNOY

**C**ela fait près de dix mois qu'ils manifestent sans cesse, et ils n'obtiennent rien. Ni le départ de Bachar El-Assad et de son clan, ni une aide effective des Occidentaux, comme ce fut le cas en Libye. Tout ce que gagnent les opposants syriens, c'est encore et toujours plus de morts. Cinq mille depuis le début du soulèvement, aux dires de l'Onu, dont de très nombreux enfants.

En dépit de la présence des observateurs de la Ligue arabe, une organisation internationale qui compte 22 Etats membres, la répression continue, voire s'intensifie. Depuis leur arrivée la semaine dernière, les comités locaux de coordination ont dénombré plus de 300 nouvelles victimes de l'armée et des milices progouvernementales. La torture se banalise. Face à cette horreur ordinaire, les démocrates de l'ancienne terre de Cham ne peuvent qu'opposer leur foi en la liberté, la multiconfessionnalité et la paix. Dimanche, ils étaient des centaines de milliers à défilé pour célébrer la nouvelle année et leurs espoirs. A Alep, la deuxième ville de Syrie, très peu touchée jusqu'à présent par la révolte, les slogans se partageaient entre « Assad est l'ennemi de Dieu » et « Bonne année à nos frères chrétiens ». La police a utilisé des bombes à clous pour disperser les protestataires. L'avant-veille, pour couper court à toute rumeur d'insurrection armée, l'Armée syrienne libre (ASL), une quinzaine de milliers de déserteurs,

a annoncé qu'elle cessait toute attaque contre les forces gouvernementales.

Même inertie sur le plan politique intérieur. Qui sont ces « opposants » apparus après le passage à tabac de quelques gosses en mars dernier, événement déclencheur du « printemps » syrien ? Les deux principales formations de l'opposition qui se préparent à gérer l'après-Assad, le Conseil national syrien (CNS), la plus importante, et le Comité national pour le changement démocratique (CNCD), sont toutes récentes. La première, largement sous influence des Frères musulmans, est accusée par la seconde d'avoir voulu une intervention étrangère pour mettre fin aux massacres. Elle-même, qui se revendique absolument laïque, est soupçonnée par sa rivale d'être de mêche avec le régime. Fin décembre, les deux partis se sont mis d'accord sur une feuille de route en cas de victoire : période de transition d'un an, nouvelle Constitution, système parlementaire, garantie de la liberté de culte, condamnation de toute manifestation de « militarisation communautariste ». Le CNS (qui tient en main les fameux Comités locaux de coordination, les unités de base du soulèvement) et le CNCD ne sont pas les seuls à briguer l'après-Assad. Rifaat El-Assad, l'oncle du président, a annoncé en novembre à Paris la création de sa propre coalition. Contraint à l'exil après un coup d'Etat manqué contre son frère, c'est lui qui avait maté dans le sang (20 000 morts au moins) la tentative de prise du pouvoir

par les Frères musulmans en 1982. Ce n'est pas forcément un mauvais atout dans la Syrie contemporaine où les minorités – chrétienne (entre 5 et 10 % de la population), druze, chiite (dont les Alaouites, le groupe ethnique de la famille Assad) – craignent plus que tout de tomber sous la coupe de la majorité sunnite (l'autre grande branche de l'islam) et de ses maîtres, l'Arabie saoudite et les royaumes du Golfe, les grands financiers du fondamentalisme islamiste. Même s'ils n'aiment pas en parler, les chrétiens d'Alep gardent un très mauvais souvenir de l'irruption des « Frères » dans leur vie quotidienne : humiliations, violences, vols... Soudain, leur légendaire bonne entente avec leurs cousins musulmans avait volé en éclats. Depuis deux à trois ans, ils voient débarquer leurs coreligionnaires irakiens, les poches vides, spoliés de tous leurs biens. Ils ont cru, ils voudraient encore croire que cette terre qu'ils ont occupée bien avant les Arabes est toujours la leur, mais ils doutent. C'est par dizaines de milliers qu'ils émigrent vers les Etats-Unis et le Canada. Ceux qui restent s'accrochent au pouvoir en place. Certains ont rejoint les rangs « démocrates », mais ce n'est qu'une minorité. M'adressant ses vœux, Mgr Jeanbart, métropolitain d'Alep (archevêché grec melkite catholique), a tenu à me préciser que « très peu de Syriens souhaitent un changement brusque au risque de plonger le pays dans un bain de sang, un vide désastreux et une grande

*Le 20 décembre. Blessé par un sniper, un membre de la brigade Al-Farouk est transporté dans l'hôpital de campagne. Dans le centre de presse de l'armée libre, le M16 et les armes côtoient les ordinateurs des journalistes improvisés.*







Le lieutenant Tlass acclamé par des enfants. Sofia Amara, lauréate du grand prix Jean-Louis Calderon pour son documentaire « Syrie, dans l'enfer de la répression », a permis ce reportage. Elle prépare un nouveau film, suite de ce travail.

désolation». Quelques lignes auparavant, il reconnaissait que « la grande majorité des Syriens, et les chrétiens en premier, demandent des réformes profondes », notamment « sortir au plus vite de ce système à parti unique qui favorise la corruption et l'autoritarisme ». L'islamisme rampant de la société syrienne est une évidence. Là, un groupe de jeunes femmes voilées de noir de la tête aux pieds qui pouffent comme des gamines devant la vitrine d'un magasin de strings. Ici, et c'est moins drôle, un chauffeur de taxi qui monte le volume de son lecteur de CD. Il est en train d'écouter un prêche sur la naturelle supériorité de l'homme sur la femme. Tout ça parce que ma collègue, une Grecque orthodoxe, ne porte pas de foulard. Bachar El-Assad a laissé faire. Il y a encore un ministre chrétien au gouvernement, le directeur de la Banque centrale l'est aussi, mais depuis la dernière réforme de la Constitution, bien que la Syrie soit officiellement un Etat laïc, le président doit obligatoirement être de confession musulmane.

Plus encore que sur le terrain, c'est au niveau international que la « question syrienne » coince. Bachar El-Assad est le paria international du moment. L'Union européenne a gelé les avoirs d'une vingtaine de hauts dignitaires du régime, son voisin le roi de Jordanie lui a demandé de démissionner, son vieil ami turc vient de suspendre leur collaboration dans l'exploitation de gisements pétroliers et menace de suspendre ses livraisons d'électricité. Même ses plus vieux alliés – la Russie, la Chine et l'Iran – lui demandent un peu plus de retenue. Et pourtant, les massacres de

populations civiles se poursuivent. D'abord, Moscou et Pékin, tous deux membres du Conseil de sécurité de l'Onu, ne voteront jamais de sanctions contre la Syrie. Les deux capitales n'ont toujours pas digéré l'usage que les forces de l'Otan ont fait, avec leur approbation tacite, de la résolution 173 de l'Onu contre la Libye, leur ancienne comparse. Ensuite, et surtout, il s'agit d'un « Great Game », d'un grand jeu géopolitique et pétrolier dont Damas est un acteur clef.

## L'IRAN A BESOIN DE DAMAS, PEUT-ÊTRE PAS LE DAMAS DE BACHAR

Alors que les Américains se retirent d'Irak, abandonnant le pouvoir à la majorité chiite qui en avait été dépossédée au profit des sunnites pendant toute la durée de la colonisation anglaise et du règne de Saddam Hussein, c'est l'Iran, chiite, qui s'impose comme première puissance régionale. Téhéran retrouve sa zone d'influence d'avant la conquête ottomane et tient enfin sa revanche sur son ennemi traditionnel, l'Arabie saoudite. Sur la route de la Méditerranée et des rivages libanais que contrôle son affidé, le Hezbollah, l'Iran a besoin de Damas. Peut-être pas du Damas de Bachar. On raconte que des contacts auraient déjà été pris entre l'opposition syrienne et des émissaires de Téhéran. Question de « risk management », disent les experts. La région est hypersensible. Le « printemps arabe » a accouché d'une large majorité d'électeurs en faveur des Frères musulmans en Egypte. Israël s'inquiète légitimement. Depuis des années, la Syrie ne revendiquait plus que très

mollement la partie du plateau du Golan qui lui avait été confisquée par Tsalah. Damas était devenu un partenaire acceptable. On a même parlé d'un « printemps de Damas ». Asma, l'épouse de Bachar, élevée en Angleterre et férue d'art contemporain, faisait les délices de la presse. Bachar a été convié par l'Elysée aux cérémonies du 14 Juillet 2008.

Que s'est-il passé depuis, en aussi peu de temps ? A des années-lumière de toute explication sociologique ou révolutionnaire, Mohamed Hassanein Heikal, un ancien conseiller de Nasser, la figure ligue de l'Egypte moderne, parle de « nouvel accord Sykes-Picot ». Au terme de ce deal archisecret signé pendant la Première Guerre mondiale, la France et la Grande-Bretagne se sont partagées les richesses pétrolières du Moyen-Orient sur le dos de l'Empire ottoman agonisant. On en serait à nouveau là ! Les « printemps arabes » et l'« hiver » syrien ne seraient que les paravents médiatiques derrière lesquels les puissances occidentales s'entendent pour mettre la main sur les derniers barils d'or noir. Bachar El-Assad a faite sienne cette théorie du complot de l'étranger. Il menace : si la Syrie explose, c'est toute la zone qui prendra feu. Alors qu'il envoie son frère Maher organiser la répression, il joue l'ingénu devant les caméras de la chaîne américaine ABC : « Nous ne tuons pas notre peuple, aucun gouvernement au monde ne ferait ça à moins d'être dirigé par des fous. »

Le 1<sup>er</sup> janvier, à Hama, un enfant de 7 ans a été tué par balle. Il a été baptisé « premier martyr 2012 ». ■